



Florence GEMINIEN
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

ACIFE

44 rue Louveau

92 320 Chatillon

**RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice 2024



Florence GEMINIEN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

ACIFE

44 rue Louveau
92320 CHATILLON

***Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels***

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association ACIFE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACIFE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté

sur le caractère approprié des principes comptables, sur l'exhaustivité du chiffre d'affaires et la correcte valorisation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association constate la valorisation de ses créances selon les modalités décrites dans la note « Créances et dettes » de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association ACIFE, sur la base des éléments disponibles à ce jour.

Vérification du rapport d'activité, et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité de la direction et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 4 Juillet 2025

Florence GEMINIEN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	13 252	13 252		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	334 370	266 071	68 299	103 598
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	15 000		15 000	15 000
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	21 855		21 855	21 855
	TOTAL (I)	384 477	279 323	105 155	140 453
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 800		2 800	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	364 501	50 538	313 963	1 362 106
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	9 019		9 019	17 931
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 029 986		1 029 986	645 313
	Charges constatées d'avance	17 983		17 983	4 932
	TOTAL (II)	1 424 289	50 538	1 373 751	2 030 282
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	1 808 766	329 861	1 478 906	2 170 735

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	1 092 307	835 870
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(250 295)	256 437
	Total des fonds propres (situation nette)	842 012	1 092 307
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	842 012	1 092 307
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	39 986	25 249
	Total des provisions	39 986	25 249
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	94 606	157 104
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 959	27 298
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	177 899	237 258
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	224 318	631 519
	Produits constatés d'avance	41 126	
	Total des dettes	596 907	1 053 179
Ecarts de conversion passif	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		1 478 906	2 170 735
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(250 295,10)	256 436,97
(1) Dont à moins d'un an		565 257	958 337
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 888 941	2 599 042
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	95 783	26 692
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 158	21 655
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	124	6 707
	Total des produits d'exploitation	1 990 006	2 654 095
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 083 657	1 229 552
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	58 989	53 332
	Salaires et traitements	704 074	788 166
	Charges sociales	262 681	251 428
	Dotation aux amortissements et dépréciations	58 596	57 546
	Dotation aux provisions	65 275	6 199
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	4 776	7 808
	Total des charges d'exploitation	2 238 047	2 394 032
RESULTAT D'EXPLOITATION		(248 041)	260 063

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(248 041)	260 063
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 238	1
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 238	1
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	3 173	3 627
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	3 173	3 627
RESULTAT FINANCIER		(1 935)	(3 626)
RESULTAT COURANT avant impôts		(249 976)	256 437
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	319	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	319	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(319)	
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 991 244	2 654 096
TOTAL DES CHARGES		2 241 539	2 397 659
EXCEDENT ou DEFICIT		(250 295)	256 437
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes de l'exercice 2022 sont établis en conformité avec le règlement n°2018-06 de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et homologué par arrêté et publié au JO du 30 décembre 2018. Il abroge le règlement CRC n°99-01 (modifié en 2004) et tous les règlements le modifiant.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 478 906 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 991 244 euros** et un total **charges de 2 241 539 euros**, dégageant ainsi un résultat de **-250 295 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise au cours de l'exercice, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

Provision pour indemnités de fin de carrière

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée comme suit :

- Les droits acquis par les salariés ont été calculés conformément au Code du Travail en fonction de leur ancienneté.
- Le montant de l'indemnité est calculé sur la base du salaire mensuel moyen des 12 derniers mois revalorisé au taux de 2.5% par an,
- Un coefficient de probabilité de départ à terme a été appliqué au montant des droits acquis des salariés en fonction du nombre d'années restant à effectuer,
- L'indemnité finale est actualisée au taux de 4%.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	13 252					13 252
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 252					13 252
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	113 450		5 450			118 900
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	197 624		17 847			215 470
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	311 073		23 297			334 370	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	15 000					15 000
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	21 855					21 855
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	36 855					36 855
TOTAL		361 181		23 297			384 477

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	13 252			13 252
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13 252			13 252
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	88 060	7 479		95 538
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	119 415	51 117		170 532
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	207 475	58 596		266 071
TOTAL		220 727	58 596		279 323

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

Début exercice

Augmentations

Diminutions

31/12/2024

PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	25 249	14 737		39 986
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25 249	14 737		39 986
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients		50 538		50 538
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		50 538		50 538
TOTAL GENERAL		25 249	65 275		90 524

Dont dotations
et reprises

- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

65 275

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	21 855		21 855
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	364 501	364 501	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 679	1 679	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	7 340	7 340	
	Charges constatées d'avances	17 983	17 983	
TOTAL DES CREANCES		413 358	391 503	21 855
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	94 606	62 955	31 651	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	58 959	58 959		
	Personnel et comptes rattachés	53 071	53 071		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	95 053	95 053		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	29 775	29 775		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	224 318	224 318		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	41 126	41 126		
TOTAL DES DETTES		596 907	565 257	31 651	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		62 498			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Annexe libre

Etat exprimé en euros

OBJET SOCIAL :

L'Association ACIFE (Association de Conseil et d'Information pour la Formation et l'Emploi) a pour but la formation continue d'adultes.

NATURE, PERIMETRE ET MOYENS MIS EN OEUVRE :

En vue de réaliser ce but, l'association peut apporter par des conseils et des informations, une réponse adaptée en termes de formation et d'emploi, de conseil et de gestion aux demandeurs d'emploi et salariés comme aux employeurs potentiels et aux prescripteurs de formation, la prise de participation dans toutes entités existantes ou à créer, la propriété et la gestion de valeurs mobilières, droits sociaux ou tous autres titres détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, par voie d'achat d'échange, d'apport, de souscriptions de parts, d'actions, obligations et de tous titres ou droits sociaux en général ainsi que toutes opérations mobilières susceptibles d'en favoriser le développement, la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus.

CHARGES CONSTATEES D AVANCE :

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 17.983€, elles concernent des charges d'exploitation rattachées à l'exercice 2025.

CHARGES A PAYER :

Les charges à payer s'élèvent à 97.353€, elles se décomposent de la façon suivante :

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 20.407€
- Dettes fiscales et sociales : 76.946€

PRODUITS CONSTATES DAVANCE :

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 41.126€, ils concernent des produits d'exploitation rattachés à l'exercice 2025.

PRODUITS A RECEVOIR :

Les produits à recevoir s'élèvent à 3.500€, ils concernent des produits d'exploitation 2025 à rattacher à l'exercice 2024.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

EFFECTIF :

L'effectif moyen employé pendant l'exercice 2024 est de 11 personnes.

HONORAIRES :

Les honoraires de Commissariat aux comptes pour l'exercice 2024 s'élèvent à 4.310€ HT.

PROVISION INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE :

La provision en matière d'indemnités de départ à la retraite est évaluée à 39.986€ au 31/12/2024 incluant les charges sociales, contre 25.249€ en 2023.

Les modalités de calcul de cette provision sont les suivantes :

- Les droits acquis par les salariés ont été calculés conformément à la convention collective de l'industrie cinématographique et de la distribution des films.
- Le montant de l'engagement est calculé sur la base de salaire mensuel moyen des 12 derniers mois revalorisé au taux de 2,50% par an.
- Une probabilité de départ à terme a été appliquée au montant des droits acquis des salariés en fonction du nombre d'années restant à effectuer.
- L'engagement final a été actualisé au taux de 4.00%.

EVENEMENT SUBSEQUENT A LA CLOTURE :

Aucun événement subséquent à la clôture



Florence GEMINIEN
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

ACIFE

44 rue Louveau
92320 CHATILLON

Rapport spécial du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'Association,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre Association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisée ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Paris, le 04 juillet 2025

Florence GEMINIEN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris